

Modifications exécutées depuis
l'enquête publique

ajout / suppression texte règlement

plan

Seules ces modifications sont
soumises à enquête publique
complémentaire

ZONE RÉSERVÉE

ECHELLE : 1/10'000

APPROUVÉ PAR LA MUNICIPALITÉ
en séance du **23.8.17**

Le Syndic:



Le Secrétaire :

SOUMIS À L'ENQUÊTE PUBLIQUE
du 5 septembre 2017 au 9 octobre 2017

L'attestent
Le Syndic:



SOUMIS À
L'ENQUÊTE PUBLIQUE COMPLÉMENTAIRE
du **26.12** au **26.12.18**

L'attestent
Le Syndic:



ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL
dans sa séance du **25.06.2018**

Le Président :

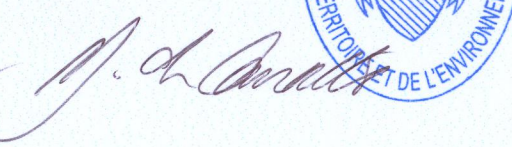


La Secrétaire :

APPROUVÉ PRÉALABLEMENT PAR
LE DÉPARTEMENT COMPÉTENT

Lausanne, le **17 AOUT 2018**

La Cheffe de Département:



MISE EN VIGUEUR LE **16 JAN. 2020**

FISCHER MONTAVON + ASSOCIÉS ARCHITECTES URBANISTES SA, Yverdon-les-Bains
Géodonnées © Etat de Vaud
Plan établi sur la base des données cadastrales de juillet 2017, fournies par Rémy Stuby, GEMETRIS, ingénieur géomètre breveté, Mètrères
Base cadastrale certifiée par Rémy Stuby, GEMETRIS, ingénieur géomètre breveté, Mètrères, le
Signature :

LÉGENDE

Zone réservée selon art. 46 LATC

- Zone réservée 1
- Zone réservée 2

Donnée indicative

- Périmètre de centre selon le PDCn

RÈGLEMENT

Buts	art. 1	La zone réservée selon l'article 46 de la loi sur l'aménagement et des constructions (LATC) est destinée à restreindre provisoirement la constructibilité des parcelles de la commune comprise dans la zone définie par le plan, dans le but de permettre un redimensionnement de la zone à bâtir conformément à la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT).
Périmètres	art. 2	Les zones réservées sont délimitées par les périmètres définis sur les plans.
Types de zones réservées	art. 3	Le plan distingue deux types de zone réservée: <ul style="list-style-type: none">la zone réservée 1la zone réservée 2
Effets, zone réservée 1	art. 4	Aucune nouvelle construction destinée à l'habitation ou au logement n'est admise dans cette zone. L'édification, après démolition et dans le respect des dispositions des plans d'affectation en vigueur, d'une nouvelle construction comprenant du logement est autorisée si la surface de logement n'est pas augmentée de plus de 50 m ² . Cette augmentation ne peut être cumulée avec l'agrandissement de 20 m ² autorisé selon l'alinéa qui suit. Les agrandissements destinés à l'habitation jusqu'à concurrence de 20 m ² d'emprise au sol sont autorisés dans les limites des plans d'affectation en vigueur. S'ils augmentent les surfaces de logement, les transformations, agrandissements jusqu'à concurrence de 20 m ² d'emprise au sol, rénovations et changements d'affectation de volumes existants ne sont autorisés dans le respect des dispositions des plans d'affectation en vigueur, pour autant qu'ils n'augmentent pas les surfaces habitables. Toutefois, la réaffectation de volumes bâtis en surface habitable est autorisée, que dans la mesure où les dispositions des plans d'affectation en vigueur sont respectées et où le bâtiment abrite déjà de la surface affectée à du logement, laquelle est actuellement habitée, ou l'était il y a moins de 15 ans au moment de l'entrée en vigueur du plan de zones réservées.
Effets, zone réservée 2	art. 5	Aucune nouvelle construction et aucun nouvel aménagement n'est admis dans cette zone. Les dispositions de l'art. 4 alinéa 3 sont applicables pour le surplus. Les transformations, agrandissements, rénovations et changements d'affectation de volumes existants sont autorisés dans le respect des dispositions des plans d'affectation en vigueur, pour autant qu'ils n'augmentent pas les surfaces habitables. Toutefois, la réaffectation de volumes bâtis en surface habitable est autorisée, dans la mesure où le bâtiment abrite déjà de la surface affectée à du logement, laquelle est actuellement habitée, ou l'était il y a moins de 15 ans au moment de l'entrée en vigueur du plan de zones réservées.
Permis de construire valable	art. 6	La Municipalité est compétente pour accepter un nouveau projet respectant les m ² de SPd de logement autorisés dans le cadre d'un permis de construire faisant suite à une enquête publique ouverte avant le 10 novembre 2016 et dont le permis de construire est encore valable. Les procédures des projets dont l'enquête publique a été publiée avant le 10 novembre 2016 seront poursuivies en vue de la délivrance des permis de construire et se baseront sur les réglementations communales en matière de construction en vigueur lors de leur publication.
Mise en vigueur	art. 7	La zone réservée entre en vigueur par décision du Département compétent pour la période prévue par l'article 46 LATC, à savoir 5 ans, prolongeable 3 ans. Pendant la durée de la validité elle prime toutes les dispositions antérieures, notamment celles des règlements communaux, qui lui sont contraires.

